

# PETROLE EN EQUATEUR 2003

## 1. LE PEUPLE KICHWA DE SARAYACU

Je m'appelle Franco Viteri Gualinga et je suis le président de la communauté de Sarayacu. Le village kichwa de Sarayacu se trouve dans la province de Pastaza, en Amazonie équatorienne. La communauté appartient à l'OPIP (*Organización de Pueblos Indígenas de Pastaza* – Organisation des peuples autochtones de Pastaza), ainsi qu'à la Confédération régionale autochtone d'Amazonie, à la Confédération nationale et à la Coordination autochtone du bassin amazonien.

Les études qui ont été réalisées à Sarayacu classifient nos lacs sacrés et leur végétation comme uniques au monde. Nous sommes orgueilleux de posséder la plus grande réserve de forêts primaires du pays.

Sarayacu possède une longue histoire d'opposition à l'exploitation pétrolière, pour les graves impacts environnementaux et sociaux qu'elle provoque. En 1989, nous avons empêché que la compagnie ARCO termine la phase d'exploration pétrolière à l'intérieur du territoire de la communauté.

Le conflit avec CGC / Chevron-Texaco débuta en 1996, lorsque le gouvernement de l'Equateur et la *Compañía General de Combustibles* (CGC) d'Argentine signèrent un contrat d'exploration pétrolière pour le bloc 23, qui couvre une superficie de 200.000 hectares dont 135.000 font partie du territoire de Sarayacu.

Nous avons ensuite pris connaissance de la relation avec Chevron-Texaco lorsqu'en 1999, la compagnie pétrolière des Etats-Unis Chevron devint actionnaire du bloc avec une participation de 50%. En 2001, Chevron fusionna avec Texaco, formant ainsi le consortium Chevron-Texaco.

Sarayacu s'est opposé depuis le début à l'exploration pétrolière. Depuis 1999, la compagnie CGC a exercé diverses actions destinées à négocier, séparément et de façon isolée, avec les communautés et avec les associés particuliers de l'OPIP, générant une série de situations qui produisirent la détérioration de notre organisation, jusqu'alors très puissante.

La compagnie ne parvint pas à nous persuader, mais elle sut convaincre quelques communautés voisines en leur offrant, par exemple, du travail salarié. Une pratique fréquemment utilisée par la compagnie est de payer des relationnistes communautaires autochtones chargés de convaincre les gens de l'accepter. Les communautés qui ont signé un contrat avec l'entreprise ne se portent pas bien, leur forêt a été détruite et l'entreprise n'a pas répondu aux accords convenus.

Dans les communautés qui ont traité avec l'entreprise, on peut observer la déforestation des espèces botaniques qui servent de refuges écologiques au gibier ainsi que la migration de la faune vers d'autres régions. En outre, les explosifs utilisés pour les études sismiques ont un impact sur la microfaune terrestre.

Tout cela concerne l'environnement. Du côté social, des conflits intercommunautaires sont apparus, ainsi que des psychoses, l'instabilité émotionnelle des habitants et l'appauvrissement généralisé de la population.

De la même façon, la compagnie entreprit un processus de dialogue avec l'OPIP lorsqu'elle se rendit compte qu'il serait impossible de parvenir à des accords en ne traitant qu'avec des individus ou des parties de communautés.

C'est ainsi que la CGC, par le biais des soi-disant relationnistes communautaires et de l'entreprise DAYMI SERVICES qui fut contractée à cette fin, a tenté de violer nos droits collectifs en de nombreuses occasions, raison pour laquelle je me permet de relater ici les graves faits commis par cette compagnie, de façon chronologique.

Dans notre communauté, tout le monde s'est mobilisé. Les *chacras* (parcelles de cultures associées) s'épuisent déjà parce que nous surveillons les limites de la communauté afin d'empêcher l'entrée de la compagnie et qu'il n'y a plus personne pour cultiver les *chacras*. Les hommes n'ont pas le temps de chasser ou de pêcher et les enfants ne vont pas à l'école, parce que les jeunes aussi défendent le droit à la vie et à un environnement sain.

Le 20 octobre 2000, l'OPIP résolu au cours de sa XVIIe assemblée de ne pas permettre l'exploration pétrolière en territoires autochtones et demanda au gouvernement d'accepter, entre autres, les propositions d'alternatives de développement des peuples de Pastaza.

En 2001, sur demande de l'Association Sarayacu, l'OPIP fut chargée d'élaborer une proposition à présenter à la CGC incluant un programme d'activités de développement pour les communautés de Pacayacu et de Canelos, celui-là même qui devait être discuté et approuvé par l'Assemblée de l'OPIP et par les fonctionnaires de la compagnie pétrolière.

Tandis que nous élaborions ce plan de développement, la CGC réalisa une série d'actions visant à obtenir l'autorisation d'entrer et de développer ses activités de la part d'individus et de membres de l'OPIP, tout en contournant le fait qu'elle avait donné son accord pour discuter de la proposition avec la communauté de Pacayacu.

La compagnie se consacra, par exemple, à contracter des autochtones nommés « relationnistes communautaires », à qui elle offrit et paya un salaire supérieur à 10.000 dollars pour qu'ils interviennent dans leurs propres organisations et auprès

des membres de leur communauté et les persuadent d'accepter la prospection pétrolière.

Du 6 au 9 mai 2002, le IXe congrès de l'OPIP a résolu qu'aucune organisation, individu ou communauté ne pourra négocier unilatéralement ou partiellement avec l'entreprise.

En août 2002, la CGC entreprit une série d'activités visant à diviser et à fracturer notre organisation, malgré l'existence du mandat du congrès de l'OPIP mentionné ci-dessus.

Le 22 août, la CGC signa illégalement un accord avec la communauté de Pacayacu, contredisant la décision en vigueur du Congrès de l'OPIP, ce qui produisit le fractionnement de notre peuple et de notre organisation. De la même façon, la CGC conclut un soi-disant accord avec la communauté de Sarayacu, sans qu'il soit porté à la connaissance des légitimes dirigeants ni de l'Assemblée de cette organisation.

Finalement, le vendredi 22 novembre 2002, les travailleurs de la CGC pénétrèrent sur le territoire de la communauté de Sarayacu sans posséder l'autorisation de ses dirigeants. Le 23 décembre, Sarayacu fut militarisé. La compagnie sollicita la protection de l'armée afin de faciliter sa violation du territoire de Sarayacu. Durant les mois de décembre 2002 et janvier 2003, plus de 80 militaires protégèrent les travailleurs de la CGC et assiégèrent la communauté de Sarayacu. Des affrontements eurent lieu entre la population de Sarayacu et les militaires, ainsi qu'avec les gardes de sécurité employés par l'entreprise.

Pour cette raison, la communauté de Sarayacu est en état d'alerte depuis 4 mois et s'est mobilisée dans la forêt afin d'éviter que les fonctionnaires de la CGC n'envahissent son territoire dans leur urgence de réaliser la prospection sismique. Les femmes de la communauté furent les protagonistes de cette lutte, en réalisant des rondes en forêt, leurs enfants sur le dos et disposées à sacrifier leur vie pour empêcher l'avancée des équipes de travailleurs de la compagnie pétrolière.

Les familles de la région ont souffert différents types de violence. Des membres de la communauté ont été capturés, soumis à de mauvais traitements, à la torture et aux coups. Le samedi 1er février, des effectifs militaires arrêtaient et ligotèrent quatre compagnons pour les obliger à confesser les « noms de leurs commandants ». En une autre occasion (début janvier), des membres des « services de renseignement militaire » ébauchèrent un rapport signalant la découverte de prétendues évidences de la formation de cellules subversives dans le région.

Tout cela afin de soutenir un contrat rendu nul par le non-accomplissement, durant 7 ans, des obligations revenant à la compagnie. L'année passée, lorsque ce contrat arriva à expiration, l'ex-ministre Pablo Teran octroya une prolongation sans

qu'aient été remplies toutes les conditions requises par la loi à cet effet. Nous ignorons quelle fut la base de son acceptation.

Grâce aux intenses gestions que nous avons réalisées auprès des autorités du nouveau gouvernement, le siège se termina le 25 janvier et les tensions furent réduites. Le jeudi 30 janvier, nous avons tenu une réunion avec les principales autorités de l'actuel gouvernement (le président Gutiérrez et les ministres de la Défense, de l'Energie et de l'Intérieur, ainsi que le sous-secrétaire de protection environnementale). Au cours de cette audience, nous avons présenté notre sollicitude basée sur les points suivants :

1. la paralysie et la suspension immédiates des activités de prospection sismique sur nos territoires
2. la modification et la re-planification d'une nouvelle politique pétrolière pour le pays, qui se fasse avec la participation des citoyens et des nationalités autochtones.
3. l'émission d'un décret déclarant le territoire de Sarayacu « zone d'intérêt touristique et patrimoine pour le développement d'un écotourisme communautaire durable ».
4. la négociation de la dette externe en échange de la conservation de l'écosystème amazonien du territoire de Sarayacu.

Lors de cette réunion, il apparut clairement que les autorités gouvernementales ont intériorisé les perspectives de la compagnie à un tel point qu'elles prétendent réduire le cas du bloc 23 à un problème inter-communautaire et non à un conflit entre les peuples autochtones de Pastaza, l'Etat et les compagnies pétrolières. Le ministre de l'Energie essaya de jouer le rôle de médiateur, de même que le président Gutiérrez lorsqu'il intervint. Tout cela nous a laissé un sentiment de grande frustration face à l'absence de définition de l'actuel gouvernement par rapport à des thèmes-clés comme l'économie et les droits des peuples autochtones, l'environnement, le pétrole, etc... Il est terrorisé à l'idée d'incommoder les grands entrepreneurs qui, par leurs menaces subtiles ou ouvertes, imposent leurs points de vue et leurs intérêts mesquins, en causant d'énormes préjudices à l'Etat et aux peuples autochtones.

Dans une déclaration datant du 6 janvier, la compagnie pétrolière annonça la suspension des travaux d'exploration sur le territoire de Sarayacu, mais nous craignons qu'elle tente de revenir, cette fois fermement déterminée à outrepasser l'opposition de la communauté.

Notre lutte ne se limite pas à la préservation de notre territoire ancestral ; elle s'identifie à la défense des forêts tropicales en tant que patrimoine de l'humanité et de la planète ; elle se base sur la défense de ressources inestimables pour l'humanité et la planète. La défense du territoire de Sarayacu permettra de sauver une forêt précieuse pour le bien des prochaines générations. A la recherche d'une société juste et de l'égalité des sexes.

## 2. UNE AIRE PROTEGEE EN DANGER D'EXTINCTION : LE CAS DE LA RESERVE FAUNISTIQUE CUYABENO ET DE LA COMPAGNIE PETROLIERE ALBERTA ENERGY CO.

La réserve faunistique Cuyabeno se trouve dans la région amazonienne de l'Equateur. Elle fut créée en 1979 et couvre actuellement une superficie de 603.380 hectares, dont 435.500 furent déclarés zone intangible en 1999.

Cette dernière désignation laisse sans protection 17.000 hectares se trouvant dans le bloc pétrolier Tarapoa, octroyé en concession à l'entreprise Cayman Oil Company en 1975. Actuellement, la compagnie canadienne Alberta Energy Co. opère ce bloc.

### a) CARACTERISTIQUES DE LA RESERVE CUYABENO

Selon différentes études scientifiques, la réserve faunistique Cuyabeno est très importante pour sa biodiversité très élevée ainsi que pour les 14 écosystèmes qu'elle renferme, uniques dans le pays et même dans certains cas, dans le monde. 307 espèces d'arbres de grande taille ont pu être observées dans seulement un hectare (ce qui constitue le record mondial de diversité d'arbres par unité de surface). 493 espèces d'oiseaux et plus de 100 espèces de mammifères y ont été enregistrées (Valencia, 1994). La partie équatorienne du bassin hydrographique de la rivière Napo, auquel appartient la réserve, est considérée comme la plus riche au monde en espèces de poissons, avec 473 espèces enregistrées jusqu'à aujourd'hui. Il a été prouvé que les poissons jouent un rôle très important dans la dispersion des semences dans les zones inondées, en s'alimentant des fruits qui tombent de la végétation riveraine durant la période d'inondations.

La forêt de terre ferme possède de grands arbres, des palmiers, des lianes et des arbustes de petite ou de moyenne taille. Quelques arbres émergent le long des rivières et les marais sont très étendus. Au bord des lacs se développe un certain type de forêt soumis périodiquement aux inondations durant la saison des pluies, contenant des plantes adaptées à la présence d'eau ainsi que des palmiers. Les lacs et les rivières abritent une faune caractéristique des écosystèmes d'eau douce d'Amazonie, dont de nombreuses espèces en danger d'extinction, comme le dauphin rose, le lamantin et la loutre géante. Les rives sont généralement habitées par des poissons de taille moyenne à grande, ainsi que par des caïmans en voie d'extinction.

La faune de terre ferme est riche en espèces d'oiseaux et de mammifères, parmi lesquels on peut observer des primates (10 espèces), des rongeurs, des chiroptères ainsi que de corpulents herbivores et carnivores. Parmi ceux-ci, le cabiai, le tintin ou pipele, l'agouti, le pécaré, le chevreuil rouge, le singe hurleur, le

ouistiti, le boa, etc.. sont en danger d'extinction. Mais le groupe le plus remarquable est sans doute celui des oiseaux, comprenant l'aigle harpie, le hoatzin, les perroquets et les perruches. Il s'agit d'une zone d'endémisme élevé en oiseaux et étant, en outre, fondamentale en tant que refuge d'oiseaux migrateurs du continent américain.

## **b) POPULATION AUTOCHTONE VIVANT DANS LA RESERVE**

Dans cette réserve habitent aussi ancestralement des communautés autochtones appartenant aux nationalités Sionas et Secoyas (une partie du parc est déclarée territoire autochtone Siona-Secoya). Le peuple Cofan, qui vivait à l'origine dans la région située en amont de l'Aguarico et qui comprenait, entre autres, ce qui est devenu la ville de Lago-Agrio (ou Nueva Loja), émigra de Dureno à la confluence des rivières Zábalo et Aguarico. Les peuples Siona, Secoya et Cofan sont actuellement considérés comme des minorités ethniques en danger d'extinction.

Les communautés Kichwa de Zancudococha et de Bocana del Cuyabeno vivent aussi à l'intérieur de la réserve, ainsi que deux villages d'immigrants shuars, les centres Charap et Taikiua, qui sont installés sur les rives de l'Aguarico à côté d'autres familles de la même nationalité ayant conformé des « pré-coopératives » en qualité de colons.

## **b) ACTIVITES ECONOMIQUES REALISEES DANS LE PARC CUYABENO**

En ce qui concerne les activités productives, il est considéré qu'il existe deux pôles de développement du tourisme écologique au Cuyabeno : les lacs du Cuyabeno et depuis 1991, la zone des lacs de Zancudo. Une étude de Drum (1990) calcula que le touriste visitant le Cuyabeno ou le parc Yasuni dépense, en moyenne, 86 \$ par jour. Les 150.000 touristes étrangers qui visitent annuellement l'Equateur en y restant, en moyenne, 8 jours et en y dépensent 100 \$ par jour, engendrent un revenu moyen estimé à 120 millions de dollars par an. Les entreprises touristiques travaillent depuis un certain temps avec les communautés autochtones en les incorporant partiellement dans leurs relations commerciales.

## **c) L'EXPLOITATION PETROLIERE AU CUYABENO**

L'exploitation pétrolière, en particulier dans le bloc Tarapoa, a provoqué de graves impacts environnementaux dans la réserve ainsi que des impacts sociaux parmi la population autochtone et métisse y vivant. Les principaux impacts environnementaux sont : la déforestation, la pollution de l'eau, du sol et de l'air ainsi que la perte de biodiversité. Entre 1984 et 1989, 6 grands épanchements de pétrole provenant du gisement Cuyabeno contaminèrent le système lacustre de la réserve qui se trouve à une distance de seulement 8 kilomètres du puits. Des témoins résidant dans cette zone rapportèrent que quelques dollars furent payés à un groupe de Sionas et de colons pour recueillir le pétrole brut sans aucune protection, l'entreposer dans des sacs en plastique et enterrer ceux-ci dans des trous creusés sur la rive des lacs (Comité de Defensa del Cuyabeno, 1993). Le

pétrole brut continua à sortir de la terre durant une longue période, même s'il semblait avoir disparu à première vue. En novembre 1989 se produisit une fuite d'une telle magnitude qu'elle « filtra » jusqu'à l'opinion publique, donnant lieu à la première opération de nettoyage de l'histoire équatorienne. De grandes quantités de pétrole descendirent par la rivière Auca Quebrada jusqu'aux lacs de Cuyabeno.

La mort d'une grande quantité d'organismes aquatiques fut rapportée et les habitants de Puerto Bolivar durent creuser des puits afin d'obtenir de l'eau pour leur usage domestique (MAG, 1992).

## **e) DERNIERS EVENEMENTS**

Les compagnies pétrolières membres du consortium responsable de la construction, en cours, et de l'opération de l'Oleoducto de Crudos Pesados (OCP - Oléoduc de pétrole brut lourd), ont programmé l'intensification de leurs opérations dans les blocs pétroliers qui leur correspondent afin d'augmenter la production de brut et de pouvoir remplir l'oléoduc.

L'entreprise canadienne Alberta Energy Company AEC, principale actionnaire du consortium OCP, a décidé d'étendre ses opérations à l'intérieur de la réserve faunistique Cuyabeno. Pour cela, elle a entrepris les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations, à la fois du ministère de l'environnement et du peuple Siona, propriétaire ancestral de cette région.

La compagnie pétrolière AEC, après avoir harcelé les dirigeants de l'organisation Siona, parvint à les faire signer un agrément autorisant la réalisation de la prospection sismique, qui est la première phase de l'exploitation pétrolière, à l'intérieur de la réserve et de leur territoire.

En novembre 2002, le ministère de l'environnement octroya la licence environnementale à l'entreprise AEC, dans le secret le plus total. En effet, lorsqu'un journaliste demanda à l'ex-ministre de l'environnement, début décembre, si son ministère avait déjà octroyé le permis à la pétrolière AEC pour opérer dans la réserve Cuyabeno, la ministre répondit qu'elle ne savait pas, qu'elle n'avait pas cette information en tête.

L'entreprise entra dans la réserve le 10 décembre 2002 et termine actuellement d'effectuer les explosions de dynamite dans les 17.000 hectares situés à l'intérieur de la Réserve de production faunistique Cuyabeno. Il est calculé que près de 6000 détonations auront été réalisées.

La compagnie pétrolière a initié le processus de prospection sismique à l'intérieur de la réserve en enfreignant plusieurs normes légales et environnementales. Ces activités sont, dès lors, illégitimes et rompent l'ordre légal relatif à la conservation des zones de réserve. En effet, cet acte viole les articles 86, 88 et 23. 6 de la Constitution politique, le Principe de précaution repris dans l'article 91 de la Charte

suprême ainsi que les principes 3 et 15 de la déclaration de Rio sur l'environnement et le développement à laquelle adhère l'Equateur.

En ce qui concerne l'impact environnemental, la prospection sismique utilisant la technologie 3D provoquera l'érosion du sol ainsi que la destruction de la flore native, possédant un haut degré d'endémisme et cachant encore de nombreux secrets devant être étudiés.

Les détonations qui seront réalisées durant la prospection sismique endommageront les aquifères, qui sont des réserves d'eau douce pour l'avenir et qui alimentent aujourd'hui le système lacustre de la région. Le bruit produit par la présence constante d'hélicoptères fait fuir le gibier, et les oiseaux ont déjà initié un processus de migration. Cela engendrera une diminution de la faune dans cette zone qui est considérée internationalement comme une des plus riches au niveau mondial. En outre, cela favorisera la déforestation et l'invasion des terres par des colons.

Face à l'agression dont souffre cette réserve unique au monde, les gouvernements locaux de Cuyabeno, Putumayo, Lago Agrio, le Conseil provincial de Sucumbios, les agences de tourisme, des universités, Accion Ecologica, des organisations paysannes, des conseils paroissiaux et la Chambre de tourisme ont conformé le Comité de défense du Cuyabeno. Son objectif est de parvenir à ce que la compagnie AEC quitte la réserve et que l'entièreté de l'aire protégée soit déclarée intangible. Le comité a commencé à approcher les nouvelles autorités environnementales et le ministère de l'énergie et des mines afin de leur demander d'entabler des actions urgentes destinées à sauver le Cuyabeno.

Si vous désirez appuyer la déclaration du Cuyabeno en tant qu'aire intangible, où aucune activité pétrolière ne puisse être réalisée, veuillez contacter : Alexandra Almeida, ACCION ECOLOGICA, [yasuni@accionecologica.org](mailto:yasuni@accionecologica.org)

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 38 .- Mai 2003

### 3. A PAPALLACTA, UN EPANCHEMENT DE PETROLE CAUSE PAR LA CONSTRUCTION DE L'OCP

(Oléoduc de pétrole brut lourd), MET UNE AIRE PROTEGEE EN DANGER Le 8 avril 2003, vers 5h du matin, une rupture du Sistema de Oleoductos Transecuatorianos (système d'oléoducs trans-équatoriens - SOTE) provoqua un épanchement de pétrole brut qui se répandit dans la réserve Cayambe-Coca. Le pétrole descendit vers le lac de Papallacta dont il couvrit la moitié de la superficie.

L'eau de ce lac représente un sixième de l'eau potable fournie à la population de Quito et il existe un risque réel de pollution à long terme par bioaccumulation des résidus d'hydrocarbures. Ce fait démontre, une fois de plus, que le passage de deux oléoducs, le SOTE et l'OCP, sur les deux rives du lac de Papallacta, est totalement irresponsable.

Mardi 8 avril, entre 4h et 5h du matin, une fuite de pétrole se produisit à cause d'une rupture de l'oléoduc SOTE dans le secteur de Sucos – San Juan, situé dans la Réserve naturelle Cayambe-Coca. Selon Petroecuador (compagnie pétrolière étatique responsable du SOTE), la fissure de l'oléoduc se serait produite suite au passage de lourds engins travaillant à la construction du nouvel oléoduc de pétrole brut lourd dans un secteur où le SOTE était enterré à seulement 1,10m de la superficie et dans de la terre meuble.

A 13h, près de la moitié de la superficie du lac était couverte de pétrole brut et aucune mesure ne permettait d'arrêter le flux de pétrole qui descendait par les rivières Sucos et Tambo jusqu'au lac de Papallacta. Ce n' est qu'à 14h que des barrières absorbantes furent installées sur la superficie du lac afin d'y endiguer l'avancée du pétrole. Deux pompes seulement furent utilisées afin de récupérer le pétrole brut.

S'il est vrai que la compagnie d'eau potable de Quito ferma les valves peu de temps après l'accident, la pollution est présente dans la lac et constituera, à l'avenir, une source de contamination constante. Les rivières et le lac sont riches en biodiversité et abritent de nombreuses espèces de poissons, d'amphibiens, de canards et d'oiseaux, dont certains sont en danger d'extinction.

Il est important de se rappeler que le pétrole brut contient des éléments toxiques et des métaux lourds, dont certains, comme le vanadium, peuvent persister dans l'environnement durant des périodes de jusqu'à 10 ans.

Selon Victor Granadillo, de l'Université de l'Etat de Zulia, au Venezuela « le vanadium est capable d'occasionner des mutations du matériel génétique des plantes, des animaux et des humains ». Le vent et les courants aquatiques pourraient mobiliser les éléments toxiques accumulés dans les sédiments et produire ainsi la contamination des roches volcaniques qui filtrent l'eau du lac et qui ne pourront jamais être remédiées.

L'OCP, dont la construction est proche d'être terminée, longe le lac pour ensuite suivre une route parallèle à celle du SOTE, passant par la réserve Cayambe-Coca. La technologie utilisée pour la construction de ce nouvel oléoduc est insatisfaisante et il n'existe aucun dispositif permettant de protéger l'eau du lac au cas où une fuite comme celle-ci se reproduirait.

Il faut aussi se rappeler que lors de l'éruption du volcan Reventador, l'OCP démontra être plus fragile et vulnérable que le SOTE. Avec en outre le facteur aggravant que l'OCP transportera du pétrole brut lourd, chaud (80°C) et qu'il doublera les risques et la pollution provoqués.

Contact: Nathalie Weemaels, Acción Ecológica  
[natwe@uio.satnet.net](mailto:natwe@uio.satnet.net)

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 38 .-Mai 2003

#### 4. AVANT DE MOURIR, JE CONTERAI

Moi Enomenga  
Huaorani d'Equateur

Les morts te donnent de l'énergie pour conter leur histoire, pour que les descendants se souviennent des morts.

Taga était mon oncle. Il y a 30 ans, ils le tuèrent, entre Huaoranis. Depuis lors, nous les appelons les Tagaeris, parce que la famille de Taga resta là-bas où ils se trouvaient au début, du côté de Tivacuno – Tiputini. Ensuite, ils se mélangèrent avec les Taromenanes. Nous autres, nous sommes allés vers la « civilisation », à Teweno, dans la province de Pastaza.

Taga resta avec sa famille et ensuite, il y eut une guerre entre Huaoranis, et Taga mourut. Sa famille se joignit aux Taromenanes.

Les Taromenanes vinrent du Pérou, ils étaient les plus courageux. Ils étaient des guerriers très forts parce qu'ils laissaient leurs ennemis bien transpercés de flèches. Ils laissent beaucoup de lances (plus de 30) dans le corps de la personne et c'est pour cela qu'ils s'appellent les Taromenanes. Nous autres, nous ne laissons que 3,4 ou 5 lances dans le corps de la personne.

***Taro veut dire lance en Huaorani.***

Il y a 90 ans, mon arrière-grand-père gagna une bataille contre les Taromenanes et garda une femme Taromenane. C'est pour cette raison que je connais les Taromenanes. Mon père m'a conté, et moi je le conte aux enfants pour qu'ils continuent à conter.

Maintenant, les Tagaeris – Taromenanes vivent sur un territoire situé entre Chiripuno, Teweno, Cununaco Chico et Cachiyacu, et près de la rivière Curarai, vers le Pérou.

Les Huaoranis furent civilisés par une nord-américaine, Raquel Saint, qui arriva à la fin des années 1940 parce que les Huaoranis avaient tué son frère, qui vint pour évangéliser, pour pouvoir laisser entrer les compagnies pétrolières sur le territoire Huaorani.

A travers elle, entrèrent ceux qui étaient de la compagnie Shell. Avant, tout le monde abatí peur, parce que nous autres Huaoranis ne laissions entrer personne dans notre forêt.

Ceci est le conte, l'histoire d'un autre pays, parce que nous possédions notre propre esprit, parce qu'ils vinrent. Cela fait penser à une autre idée, à une autre culture, à la pensée d'un autre monde. Comme nous ne savions pas écrire, nous avions des contes et nous ne les avons jamais écrits.

La civilisation vint vers les Huaoranis avec la bible, les pasteurs allaient dans les familles pour conter et mentir, ils disaient que venaient des dieux, que venait le châtiment, que venaient les menaces, que le monde allait se terminer, que la terre allait être enterrée, parce que c'est mal de tuer. Les Huaoranis laissaient alors leurs lances, arrêtaient de se tuer entre familles.

A travers le contact avec la civilisation, qui réunit plusieurs communautés dans un seul endroit, là où vivait la mission de Teweno, dans cette rencontre je perdis une grande partie de ma famille, beaucoup moururent et je fus le premier à tomber malade mais il ne se passa rien, j'étais presque mort mais je survécu, j'avais un an, mais d'autres moururent, les grandsmères, les tantes, les oncles, les beaux-frères, les cousines, de poliomyélite et d'autres maladies, pour cette raison nous nous sommes à nouveau divisés, pour retourner vers les communautés. Pendant ce temps, les compagnies étaient entrées, il y avait des routes depuis Coca, et le long de la Vía Auca il y avait des colons, des pétroliers et des exploitants de bois, qui entraînent de plus en plus.

En 1972, mon papa nous emmena vivre à Dayuno, près de la rivière Noshiño, en entrant par Misahualli. Ensuite, nous y avons construit la première école de langue espagnole et je commençai à étudier à l'école primaire. Nous y avons vécu jusqu'en 1988, presque 20 ans, ensuite Dayuno eut des problèmes avec des Quichuas, beaucoup voulaient entrer pour chasser mais dans la communauté, il y avait beaucoup de gens, il n'y avait plus de gibier ni de poissons. Après 1988, nous avons détruit cette communauté pour en former 5 nouvelles, Quiwaro,

Queweriuno, Wentaro, Cacataro et Galeno, ainsi nous nous sommes divisés. Maintenant, Dayuno remonte déjà à un bon bout de temps.

Depuis lors, nous avons commencé à organiser notre défense parce que j'avais besoin de territoire pour les Huaoranis.

Nous avons commencé à prendre contact avec des organisations autochtones, nous nous sommes battus durant une année, de 1989 à 1990, afin d'obtenir les titres de propriété. A l'époque de Hurtado, nous possédions 60.000 hectares, ce qui était peu pour nous. En dehors de cela, il y avait une réserve de 672.000 hectares et même plus, parce que le parc Yasuni avait 900.000 hectares, alors mon coeur et ma pensée étaient de faire nôtres ces 670.000 hectares et ainsi, nous y sommes parvenus grâce aux organisations nationales, pour cela je voudrais remercier maintenant les organisations autochtones qui existent dans le pays.

Le gouvernement de Rodrigo Borja légalisa ces 672.000 hectares en tant que Territoire huaorani, mais il dit que les compagnies pétrolières pouvaient entrer dans nos terres. Pour cela, dans les années 1990 entra Conoco, qui devint ensuite Maxus et maintenant YPFREPSOL.

Je me suis battu pour défendre, pour ne pas autoriser, pour garder le territoire comme lorsque nos grands-pères vivaient. Au moment de la délimitation du territoire, nous avons eu beaucoup de bons contacts entre Huaoranis. Mais après, la compagnie arriva, ils signèrent des contrats et des agréments avec de l'argent et c'est ainsi qu'elle va détruire et tuer les Huaoranis, c'est pour cela qu'elle est là.

Aujourd'hui, ceux qui vivent le long de la route sont de ma famille, ils ont beaucoup de problèmes d'alcoolisme et ils ont aussi besoin de beaucoup d'argent, ils veulent avoir des choses comme ceux qui vivent en ville, beaucoup de gens bizarres arrivent. Mais loin de la route, dans les communautés, on vit tranquillement, nous n'avons besoin que de l'aide du gouvernement, pas de l'argent des compagnies.

L'argent crée des conflits mais nous ne savons pas ce qui se passera à l'avenir avec les Huaoranis.

Parce que maintenant, chaque fois qu'entre une nouvelle compagnie, elle est accompagnée de plus de maladies et c'est pour cela que le Huaorani a besoin de plus d'argent maintenant, pour se soigner.

Maintenant, les compagnies pétrolières veulent signer de nouveaux contrats pour entrer plus loin dans le territoire des Huaoranis, chaque fois de plus en plus près du territoire des Tagaeris Taromenanes et des communautés les plus saines, les voies qu'ouvrent les compagnies pétrolières sont les voies des exploitants de bois.

Beaucoup de militaires se trouvent dans le bloc 16 et dans le bloc 31 de PerezCompanc, j'ai écouté tout ce que dit ma famille, cela me préoccupe beaucoup.

Ma communauté Queweriuno, Wameno et d'autres, nous n'allons plus laisser entrer les exploitants de bois, les compagnies pétrolières, nous nous battons toujours et nous ne permettrons plus, nous demandons au gouvernement qu'il détiennne ceux qui nous menacent et sont la véritable raison pour laquelle nous les Huaoranis, nous sommes en train de mourir.

Ma vision est que les Taromenanes vivent tranquilles, ils ne dérangent personne, ils veulent juste vivre leur propre vie, c'est leur droit. Dernièrement, la force fut utilisée entre familles, ils s'en furent à tuer pour servir les intérêts du bois, du pétrole et de gens étrangers possédant de l'argent. Je suis d'accord avec leur lutte (des Taroménaes – NdT), moi aussi je vais lutter contre le gouvernement, avec des papiers pour que nous vivions tranquilles.

Je demande de l'aide pour qu'avec les organisations et le monde externe, on ait plus de force pour nous défendre, sinon nous allons disparaître, parce qu'unis et avec de la force, le monde nous respectera.

Nous faisons aussi partie, nous les Huaoranis, nous avons besoin d'avoir le contrôle, pour exiger que n'entrent plus d'étrangers.

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 40 .- Juillet 2003

## 5. JUSTICE ENVIRONNEMENTALE? LE CAS DE LA RAFFINERIE D'ESMERALDAS

Dans la plupart des pays et surtout dans les pays les plus développés, il a été constaté que les raffineries ou industries à haut risque sont logées stratégiquement dans les secteurs où vivent des immigrants, les personnes les plus pauvres. Dans le cas des États-Unis, ce sont surtout des latino-américains ou des noirs.

L'argument invoqué est que ce sont les pauvres qui choisissent ces endroits. Nous ne connaissons pas les mécanismes structurels en vigueur pour envahir la terre des occupants traditionnels et favoriser la colonisation des personnes pauvres aux alentours des nouvelles installations.

Face à la question des dédommagements, s'applique aussi une double morale, il y a des compensations pour pauvres et des compensations pour riches. Esmeraldas est une zone d'activité pétrolière importante. Sur ce site se trouvent la raffinerie d'Esmeraldas, le terminal de produits élaborés, le terminal de gaz, le terminal de

l'oléoduc trans-équatorien, le terminal pétrolier de Balao et la tête du pipeline Esmeraldas-Quito-Ambato.

La population traditionnelle descend majoritairement des afro-américains, et vit principalement de l'agriculture ou de la cueillette. Les cantons ayant la densité de population la plus élevée sont ceux par lesquels passe l'oléoduc et la ville d'Esmeraldas. La construction du terminal de Balao a supposé le délogement des pêcheurs qui vivaient à côté de la plage. Ils ont été délogés par les habitants qui vivaient à côté de la rivière. Ce terminal a causé un impact sévère de contamination maritime.

Le 26 février 1998 il s'est produit un incendie dans la raffinerie d'Esmeraldas. Petroecuador, l'entreprise d'État qui dirige la raffinerie, a procédé au paiement des indemnités qui variaient selon les plaignants. Une entreprise bananière, par exemple, a reçu la même quantité d'argent qu'ont reçu 10 personnes dont les parents sont morts. Dans ce cas, la propriété privée avait plus de valeur que la vie humaine.

#### **a) JUGEMENT. LA PROPICIA VS PETROECUADOR**

Suite à l'incendie, le Comité « Pour l'amélioration » du quartier Delfina Torres Viuda de Concha (La Propicia 1) où se trouve installée la raffinerie, a intenté un procès pour les dommages permanents et accidentels provoqués historiquement par la raffinerie d'Esmeraldas.

Le jugement aboutit sur une demande de réparation des dommages occasionnés par la présence de la raffinerie, sur des compensations pour ces dommages et sur la fermeture des sources de contamination.

Le comité émet comme arguments le fait de s'être trouvés dans la zone d'influence de la raffinerie et d'avoir été affectés par les fuites et accidents antérieurs et postérieurs au 26 février 1998. Il représente les 250 familles qui vivent à La Propicia et toute la population d'Esmeraldas qui a souffert et souffre encore des impacts de la raffinerie.

Ils souffrent de la contamination permanente de la raffinerie qui décharge ses déchets dans les rivières Taone et Esmeraldas. Ils souffrent en outre de la contamination due aux émissions routinières et accidentelles de gaz.

La demande pour dommages et intérêts, qui inclut les dommages moraux, s'élève à 35 millions de dollars. Ces fonds seront utilisés pour faire des travaux tels que la construction d'un système d'égouts, le traitement des eaux, l'empierrement et la contention des rivières ainsi que pour couvrir certains aspects de la santé et des améliorations du quartier.

Ils demandent aussi que l'on fasse le nécessaire pour fermer les sources de contamination.

Les plaignants ont démontré les impacts environnementaux, sociaux et ceux dérivés de l'incendie, en prenant appui sur l'expertise de plusieurs professionnels, aidés de documents publiés et de témoignages –écrits et graphiques- de la presse.

Petroecuador a pris toutes les mesures possibles pour réduire l'impact de l'incendie. Fin 2002, les habitants de "La Propicia" ont gagné le procès contre Petroecuador.

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 41 .- Septembre 2003

## 6. BONNE NOUVELLE : DEMANDE DE MORATOIRE EN EQUATEUR

Pour le jour de l'Environnement, un groupe conformé d'une cinquantaine d'organisations sociales, de gouvernements locaux, de communautés de base et d'écologistes, a présenté au Ministre de l'Environnement une pétition pour que soit déclaré, en Equateur, un moratoire sur l'expansion de la frontière pétrolière et l'exploitation minière à ciel ouvert. Le maire Auki Tituaña, qui travaille depuis des années à la déclaration de sa juridiction comme Canton écologique, participa à l'événement en tant que témoin. Il était accompagné par le maire de Tambo Grande (Pérou), ville où 98% de la population s'est prononcé contre l'exploitation minière lors d'un référendum organisé il y a quelques mois, ainsi que par Edwin Patterson, député du Costa Rica, qui participa à la déclaration de moratoire sur l'exploitation pétrolière dans son pays.

Le texte de la pétition déclare que l'Equateur s'abstiendra de réaliser de nouvelles explorations de pétrole et d'autoriser des projets d'exploitation minière de métaux à ciel ouvert sur le territoire national, en raison d'un effort international pour conserver la biodiversité agricole et naturelle, pour le climat mondial et pour soutenir des activités durables. La durée du moratoire, qui sera déterminée par une commission spéciale, ne sera pas inférieure à 3 ans, délai permettant d'évaluer les résultats du moratoire.

Pour cela, nous demandons :

1. la conformation d' une commission spéciale constituée par les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture, chargée de définir les zones qui deviendront des territoires intangibles à perpétuité, et de les intégrer au système des aires protégées par l'État.
2. la conformation d'une commission constituée par les ministères des Affaires étrangères et de l'Environnement, permettant d'entreprendre les gestions nécessaires au niveau international pour que cet effort soit reconnu comme globalement bénéfique et qu'il se traduise en avantages économiques permettant à l'Etat de faire face aux obligations qu'il résout généralement par l'extraction des ressources non renouvelables.
3. la conformation d'une commission constituée par les ministères de l'Environnement, de l'Agriculture, de la Sécurité sociale et de l'Economie

destinée à internaliser les externalités (environnementales, sociales et économiques) des activités minières et pétrolières, de façon à ce que le prix de leurs produits primaires et élaborés reflète adéquatement leurs coûts, dont ceux qui résultent de l'amélioration technologique et de la restauration de l'environnement.

4. la création d'une commission spéciale destinée à réviser les contrats pétroliers actuels ainsi que les titres miniers, et en particulier ceux qui ont été octroyés aux entreprises privées situées dans des zones protégées et/ou n'ayant pas été acceptées par les populations locales et les instances publiques.
5. la création d'une commission spéciale ayant pour tâche d'analyser et de fournir des recommandations sur le budget national, se centrant particulièrement sur les procès d'endettement de l'Etat et sur la possibilité de prélever des impôts sur les externalités et sur l'exploitation du « capital naturel ».
6. la convocation à une plate-forme nationale sur l'énergie, qui permette d'amorcer une transition vers des énergies propres, renouvelables, de moindre impacts et de bonne efficacité énergétique, en parallèle avec l'élimination progressive de la dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles.

Par ailleurs, les peuples autochtones Shuar, Achuar et Záparo de l'Equateur, ont exprimé leur rejet absolu de l'exploitation pétrolière dans leurs territoires. Lors d'une conférence de presse, le Comité Inter-fédérations, conformé par les organisations autochtones Ficsh, Finae et Fipse, accompagné de l'organisation zaparo Onzae, ont déclaré à l'opinion publique nationale leur opposition radicale à l'entrée de la pétrolière Nord américaine Burlington dans les blocs 23 et 24.

Les présidents de ces organisations ont déclaré qu'ils ne veulent pas que les désastres environnementaux et sociaux s'étant produits au nord-ouest de l'Equateur se répètent au centre sud de l'Amazonie équatorienne, dans les provinces de Pastaza et de Morona Santiago où habitent leurs communautés.

Ces représentants réaffirmèrent leur décision, déjà exprimée au siège même de Burlington à Huston, de refuser tout type de dialogue ou de négociation avec cette compagnie pétrolière, ou n'importe qu'elle autre. Ils nièrent les rumeurs qui affirmaient que les dirigeants auraient négocié avec cette compagnie.

De plus, ils exhortèrent le gouvernement à respecter cette décision issue des bases et rappelèrent que les peuples d'Amazonie ont oeuvré pour porter Lucio Gutiérrez à la Présidence. Si le gouvernement continue à vouloir exploiter le pétrole dans leurs territoires, ils affirment qu'ils poursuivront la lutte jusqu'à l'abandon de cette revendication.

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 39 .- Juin 2003

## 7. DES AVOCATS AMÉRICAINS INTENTENT UN PROCÈS D'UN MILLIARD DE DOLLARS CONTRE CHEVROTEXACO

Quito, Equateur.- Jeudi passé, une décennie après l'échec de l'introduction de leur demande en justice aux Etats-Unis, les avocats représentants d'un groupe d'équatoriens dont la forêt tropicale fut détruite par la compagnie américaine Texaco, ont présenté une action légale en Equateur.

« Pour la première fois dans l'histoire, une compagnie comme ChevronTexaco sera sujette aux lois d'une petite communauté », affirma l'avocat Cristóbal Bonifaz lors d'une conférence de presse tenue à Quito, capitale d'Equateur.

Les avocats déclarèrent qu'ils voudraient voir l'entreprise ChevronTexaco, dont le siège est en Californie, nettoyer la contamination qui a empoisonné l'eau des rivières et de consommation humaine, provoquant ainsi de très hauts niveaux de cancer dans la région. Le coût du nettoyage et de l'attention médicale prodiguée aux 30.000 habitants locaux serait supérieur à un milliard de dollars.

Chevron Texaco déclara que la compagnie a respecté les lois environnementales équatoriennes et qu'elle a nettoyé avant de partir.

Bonifaz, un avocat né en Equateur qui pratique sa profession à Amherst, au Massachusetts, déclara que le procès sera interposé ce jeudi devant la petite cour de la ville de Lago Agrio, située à 185 Km au nord-ouest de Quito.

Le procès argue que la filiale de Texaco, qui a opéré près de Lago Agrio du début des années 1970 jusqu'en 1990, a profité des faibles standards environnementaux de l'Equateur pour réduire ses coûts, en rejetant par exemple l'eau de formation extraite dans des bassins à ciel ouvert. Selon Bonifaz, à cette époque, dans plusieurs états des Etats-Unis, on réintroduisait déjà l'eau sous la superficie.

« Ils ont pris des décisions tout en sachant parfaitement qu'ils étaient en train de causer des effets catastrophiques à l'environnement et ils n'auraient pas extrait du pétrole de cette façon aux Etats Unis ou dans n'importe quelle autre partie du monde », dit Joseph Kohn, avocat de Philadelphie travaillant sur ce procès et expert en actions de classe.

Selon Bonifaz, la compagnie a abandonné près de 350 bassins d'eau polluée, contenant du pétrole et des produits chimiques qui provoquent des cancers sur une superficie équivalente à 50 fois 100 kilomètres carrés.

Maripat Sexton, porte-parole de ChevronTexaco à Houston, déclara que la compagnie a déjà payé 40 millions de dollars correspondant à un accord de nettoyage que le gouvernement équatorien signa en 1998.

« Les accusateurs n'ont toujours pas de preuves convaincantes et substantielles, ni d'évidence indépendante prouvant qu'il existe une connexion entre les opérations de Texaco -qui se terminèrent il y a presque une décennie - et les impacts négatifs dénoncés », soutient Sexton.

En 1993, ce cas fut porté devant les cours des Etats-Unis. Après avoir parcouru le tortueux chemin du système juridique, le second Circuit de la Cour d'appel de New York se tourna du côté de l'entreprise en décidant, au mois d'août 2002, que le procès devrait aller en Equateur, là où les dégâts eurent lieu.

Au départ, les avocats américains voulaient que le cas soit traité par les cours des Etats-Unis, étant donné que la dépendance de l'Equateur face aux revenus pétroliers rendait ce pays inadéquat à l'exercice de la justice. En effet, les exportations de pétrole atteignent environ 40% des revenus totaux du pays.

Bonifaz soutient que l'équipe était déjà préparée à un changement de juridiction. De plus, les avocats ont travaillé avec des congressistes d'Equateur pour approuver une loi similaire au « Superfund » des Etats-Unis, qui fut créé en 1980 et qui exige que les responsables de la contamination aux Etats-Unis payent pour les nettoyages, même si l'endroit a été vendu ou n'est plus en opération.

Selon Bonifaz, l'Equateur a approuvé sa loi « Superfund » en 1999. Il ajouta, en outre, que si la cour de Lago Agrio accepte le cas, des résultats devraient être obtenus dans environ 6 mois.

Il faut remarquer que Texaco fusionna en 2001 avec l'entreprise américaine Chevron.

**Gonzalo Solano, Associated Press. 7 mai 2003.**

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 39 .- Juin 2003

## 8. L'EQUATEUR N'EST PAS, ET NE SERA PLUS JAMAIS UN PAYS AMAZONIEN

Cette publication est une étude des impacts de l'activité pétrolière en Amazonie équatorienne. Elle se base sur des interviews réalisées de maison en maison à 237 familles, correspondant à 1520 personnes appartenant aux communautés autochtones qui habitent dans les zones d'influence des puits pétroliers et des centrales de séparation.

Cette étude analyse l'état de santé des habitants et démontre que la majorité de la population est tombée malade au moins une fois à cause de la pollution. Par ailleurs, l'étude a enregistré 89 décès pour cause de cancer. Les taux de cancer de cette région sont parmi les plus élevés du pays car les gens boivent, cuisinent et lavent leurs vêtements avec de l'eau polluée, pas par méconnaissance des

impacts sur la santé, mais parce qu'ils n'ont pas le choix. Les populations qui habitent près des centrales de séparation respirent l'air contaminé par la combustion constante du gaz associé.

Les impacts sur les cultures, le bétail, l'habitat et d'autres composants de la vie de la population amazonienne sont également étudiés.

L'auteur a aussi systématisé les formes de réponse utilisées par la population pour faire face à ces problèmes.

Tous les gouvernements ont eu pour politique d'appuyer et d'encourager l'extraction des hydrocarbures en Amazonie, sans tenir compte des impacts. De plus, ils préparent de nouvelles licitations. Pour cette raison, l'étude en arrive à la conclusion que l'Equateur n'est plus, ni ne sera plus jamais un pays amazonien.

L'auteur de cette publication d'Acción Ecológica et le médecin Adolfo Maldonado.

Informations : [cmonitor@accionecologica.org](mailto:cmonitor@accionecologica.org)

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 39 .- Juin 2003

## 9. CHEVRONTEXACO EN EQUATEUR

Durant deux décennies d'activités réalisées en Amazonie équatorienne, ChevronTexaco foras 339 puits sur une superficie atteignant actuellement 442.966 hectares. Elle déversa de façon délibérée dans l'environnement amazonien des tonnes de matériel toxique et de déchets d'entretien, ainsi que plus de 19 milliards de gallons d'eau de production, sans aucun traitement ou contrôle. Chaque jour, elle déversa dans l'environnement 5 millions de gallons d'eau de production, ainsi qu'une quantité incalculable de déchets d'entretien et d'autres activités de production. Les déchets du pétrole furent utilisés comme revêtement des routes, afin de contrôler la poussière et les entretenir, provoquant ainsi la pollution de tous les bas-côtés des routes. Chaque jour, des dizaines de millions de pieds cubiques de gaz étaient brûlés en tant que déchets, gaspillant ainsi une importante ressource naturelle et polluant l'air.

En plus des émissions dans l'environnement et décharges délibérées et de routine, les fuites accidentelles étaient très fréquentes. Lorsque Texaco opérait l'oléoduc trans-équatorien, les fuites qui se produisirent à partir de cet oléoduc atteignirent approximativement 16,8 millions de gallons de brut. La compagnie n'a jamais élaboré un système efficace permettant de détecter les fuites et n'a pas non plus établi de plan de contention.

Les derniers autochtones Tetetes – aujourd’hui disparus en tant que peuple – durent abandonner leurs terres situées à proximité de Lago Agrio, ville qui surgit autour du premier gisement de pétrole commercial de Texaco durant le boom pétrolier.

En plus d’altérer brusquement le mode de vie des peuples de l’Amazonie, Texaco les a appauvri en détruisant les ressources naturelles qu’ils utilisaient comme médecine, pour leur alimentation, leurs usages domestiques et religieux. Lorsque Texaco débuta l’exploration pétrolière, la région était couverte de forêt tropicale humide primaire. Maintenant, sur les rives des affluents des rivières d’un écosystème reconnu mondialement pour sa richesse biologique et contenant entre 20 et 25% des réserves d’eau douce de la planète, beaucoup de familles n’ont plus d’eau pure ou d’aliments en suffisance. Elles doivent en outre faire face à des problèmes de santé liés à la pollution pétrolière.

En 1992, durant la phase dite « d’assainissement », des douzaines de puits furent recouverts de terre sans avoir été préalablement examinés, traités ou débarrassés de leurs déchets ; ces nouveaux bassins de déjection furent seulement isolés de l’environnement. Dans beaucoup d’autres endroits, le brut, la terre et la végétation polluées furent récupérés manuellement et brûlés dans de petits trous creusés à même la terre.

Le contrat de production signé entre Texaco et l’Etat équatorien arriva à échéance cette même année 1992 et la compagnie céda le contrôle total de ses vieilles installations à Petroecuador. L’année suivante, en 1993, un procès de type « action de classe » fut intenté contre Texaco, devant la cour fédérale de White Plains, dans l’Etat de New York, par des autochtones et colons résidant dans la zone touchée et accusant d’avoir été affectés par la pollution produite par Texaco.

Dix ans plus tard, ce procès fut renvoyé vers l’Equateur. ChevronTexaco possède ici une magnifique opportunité de démontrer qu’elle s’engage véritablement à conserver la biodiversité, à faveur des populations qui ont su la préserver de façon traditionnelle. Néanmoins, ses avocats disent qu’elle a déjà accompli ses devoirs envers l’Equateur.

---

**Source:** BULLETIN DU RESEAU OILWATCH. - Numéro 42 .- November 2003